

Organisation de la sécurité des matières nucléaires, de leurs installations et de leurs transports

Mario Pain

Haut fonctionnaire de défense et de sécurité adjoint

Présentation devant le HCTISN, 13 Mars 2018



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
www.ecologique-solidaire.gouv.fr

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
www.cohesion-territoires.gouv.fr

Nicolas HULOT

Ministre d'État

Ministre de la Transition écologique et solidaire

Élisabeth BORNE

Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, chargée des Transports

Sébastien LECORNU

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et solidaire

Brune POIRSON

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et solidaire

Haut commissaire à l'économie sociale et solidaire
et à l'innovation sociale
Christophe ITIER

Délégué interministériel au développement durable
Laurence MONNOYER-SMITH

Délégué interministériel à la fermeture de la centrale
nucléaire et à la reconversion du site de Fessenheim
Jean-Michel MALERBA

Délégué interministériel à la forêt et au bois
Sylvie ALEXANDRE

Conseil général de l'environnement
et du développement durable (CGEDD)
Anne-Marie LEVRAUT

Inspection générale des affaires maritimes (IGAM)
Laurent COURCOL

Délégation à la mer et au littoral (DML)
N.L.

Administration centrale

Secrétariat général (SG)
Haut fonctionnaire
de défense et de sécurité
Régine ENGSTRÖM

- Direction des affaires européennes et internationales
- Direction des affaires juridiques
- Direction de la communication
- Direction des ressources humaines
- Direction des affaires financières
- Service du pilotage et de l'évolution des services
- Service des politiques supports et des systèmes d'information
- Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique
- Délégation ministérielle à l'accessibilité

Commissariat général
au développement
durable (CGDD)
Laurence MONNOYER-SMITH

- Délégation au développement durable
- Service de la donnée et des études statistiques
- Direction de la recherche et de l'innovation
- Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
- Sous-direction des affaires générales

Direction générale
de l'énergie
et du climat (DGECC)
Laurent MICHEL

- Direction de l'énergie
- Service climat et efficacité énergétique

Direction générale des
infrastructures, des transports
et de la mer (DGITM)
François POUPARD

- Direction des infrastructures de transport
- Direction des services de transport
- Direction des affaires maritimes
- Service de l'administration générale et de la stratégie

Direction générale
de l'aviation civile (DGAC)
Patrick GANDIL

- Direction de transport aérien
- Secrétariat général
- Direction des services de la navigation aérienne
- Direction de la sécurité de l'aviation civile

Direction générale de
l'aménagement, du logement
et de la nature (DGLAN)
Paul DELDUC

- Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
- Direction de l'eau et de la biodiversité
- Service des affaires générales et de la performance

Direction générale
de la prévention
des risques (DGP)
Marc MORTUREUX

- Service des risques technologiques
- Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses
- Service des risques naturels et hydrauliques

Missions du Haut fonctionnaire de sécurité et de défense (code défense R.1143-5)

Animation et coordination de la politique en matière de défense et de sécurité, de vigilance, de prévention de crise et de situation d'urgence :

- **S'assurer de l'élaboration et de la mise en œuvre, auprès des acteurs publics et privés, des politiques de sécurité dans les secteurs d'activité relevant de leur ministère, notamment lorsqu'ils sont reconnus d'importance vitale ;**
- **Veiller à la diffusion des plans, doctrines d'emploi et des directives gouvernementales en matière de défense et de sécurité** et coordonner l'élaboration des plans ministériels et s'assurer de leur bonne application ;
- organiser et maintenir en condition opérationnelle du dispositif ministériel de situation d'urgence ;
- animer la politique de sécurité des systèmes d'information et d'en contrôler l'application.
- .../...

Dispositif des secteurs d'activité d'importance vitale

Stratégie de sécurité nationale

Code défense – L.1332 et suivants - Dispositif « **Secteurs d'Activité d'Importance Vitale** »

- Continuité de l'État
- Analyse de risques
- Dialogue Etat/Opérateurs pour assurer leur sécurité
- Obligation des opérateurs de coopérer aux efforts de protection de leurs installations
- Cohérence avec VIGIPIRATE

Mise en œuvre

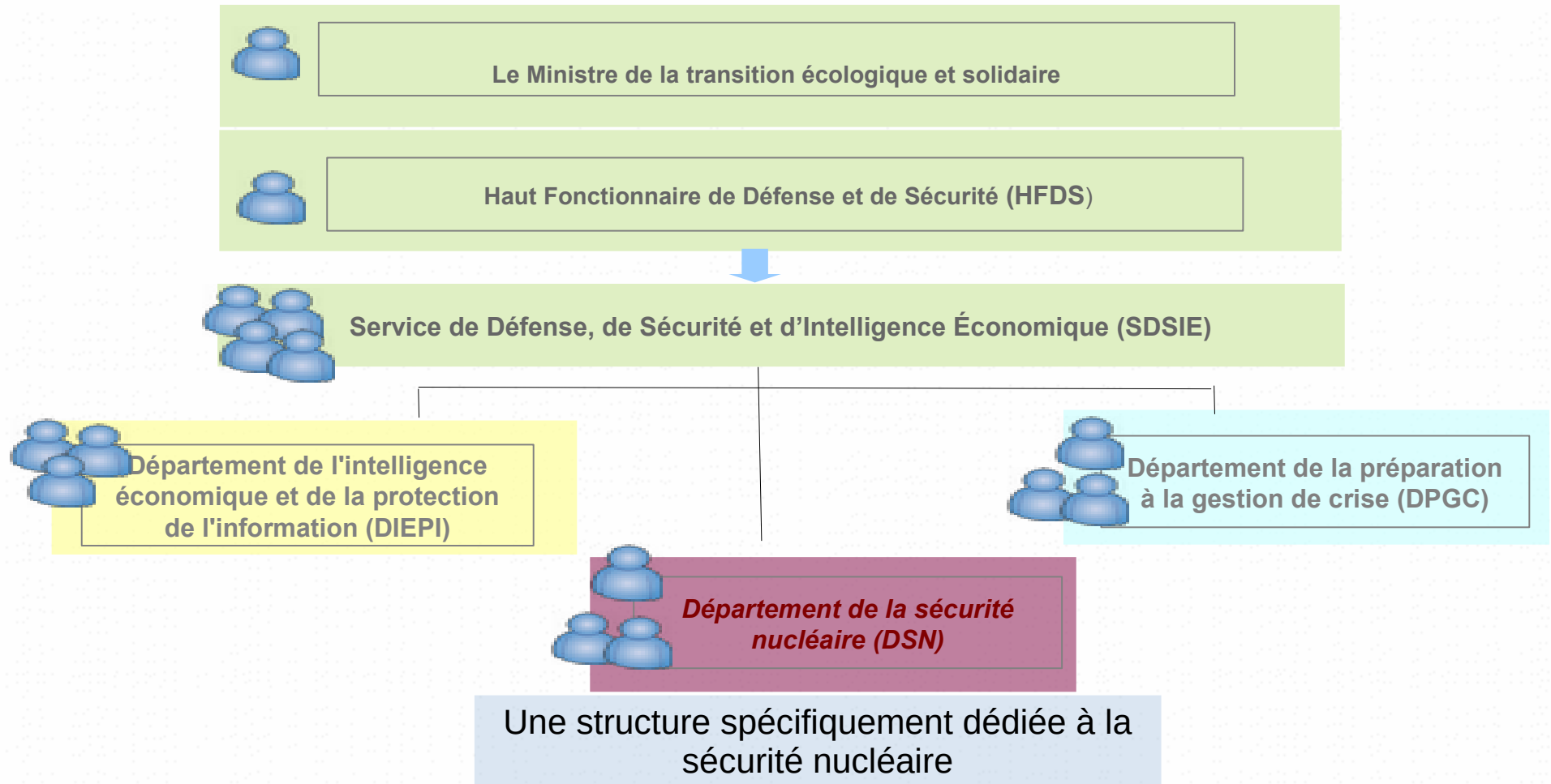
Hauts fonctionnaires de défense et de sécurité du ministère coordonnateur

- Elabore la directive nationale de sécurité sectorielle
- Désigne les opérateurs d'importance vitale (OIV)
- Instruit les plans de sécurité des OIV
- Désigne les points d'importance vitale (dont installations nucléaires)
- S'assure du respect de la réglementation

Préfet

- Approuve les plans particuliers de protection des installations et en contrôle la mise en œuvre (sauf cas particuliers)
- Elabore le plan de protection externe de l'État

Le département de la sécurité nucléaire



Missions du HFDS pour la protection des matières nucléaires et de leurs installations

Dispositif SAIV (CD 1332-1 et svts)

Le HFDS

- Élabore la DNS nucléaire
- Désigne les OIV et les PIV nucléaires
- Instruit les PSO des opérateurs nucléaires

Niveau national

Protection et contrôle des matières nucléaires, de leurs installations et de leur transport (CD 1333-1 et svts)

Le HFDS – Département de la sécurité nucléaire

- 1. Réglementer** : élaborer le droit notamment en cohérence avec les engagements internationaux.
- 2. Autoriser** : délivrer aux opérateurs les autorisations d'exercer leurs activités sur la base de l'analyse de leur démonstration de sécurité.
- 3. Contrôler** : vérifier à tous les stades de la vie de l'installation ou des transports la conformité de l'existant au référentiel de l'autorisation, identifier les améliorations souhaitables.
- 4. Développer la culture de sécurité**

*Mise en œuvre
sur les
installations
Et les transports*

Périmètre

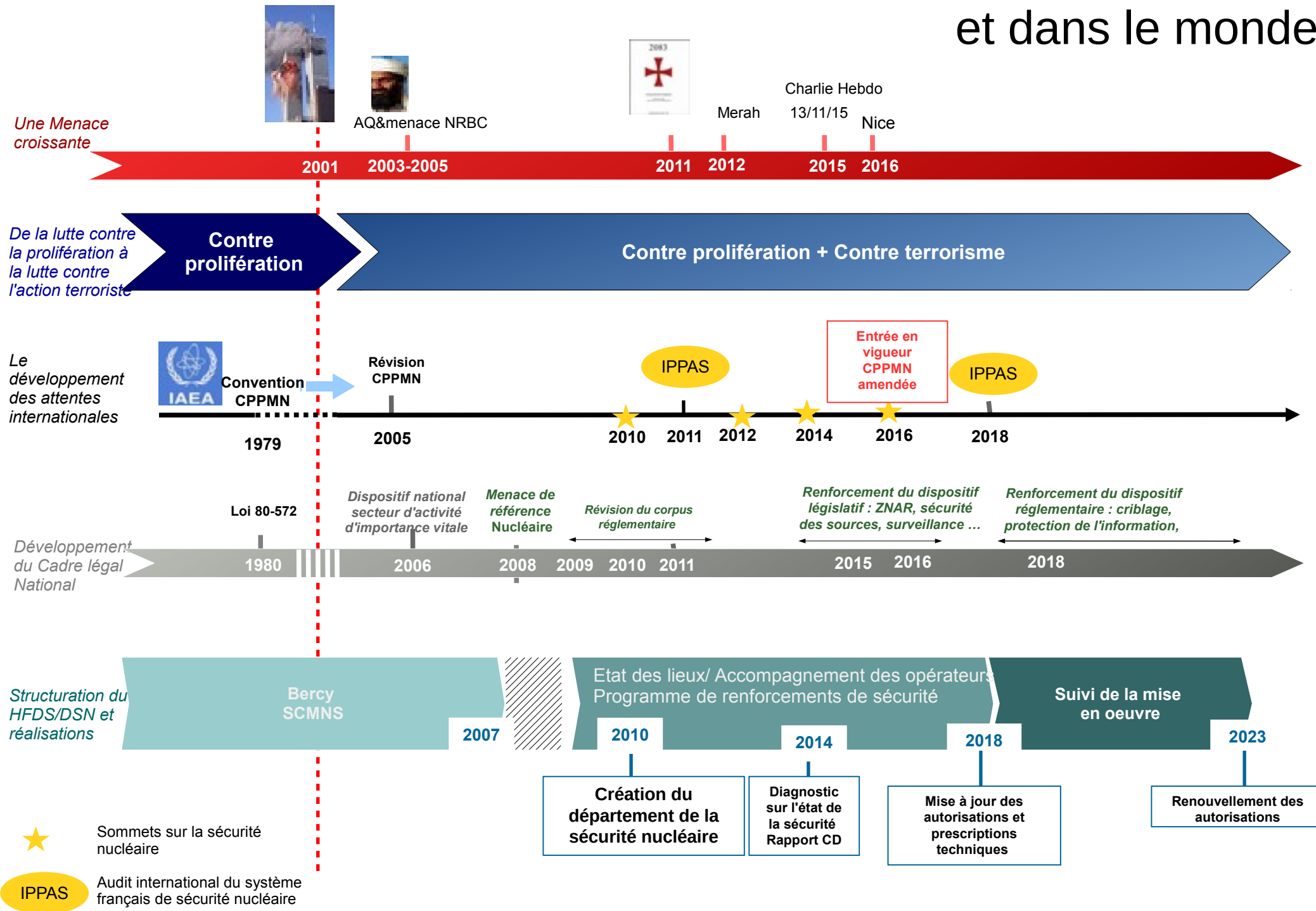
1. Les installations civiles détenant des matières nucléaires :

- les grands opérateurs sont EDF, ORANO, CEA, Framatome
- Soit 60 autorisations pour 160 installations nucléaires
- et 450 détenteurs de faibles quantités de matières.

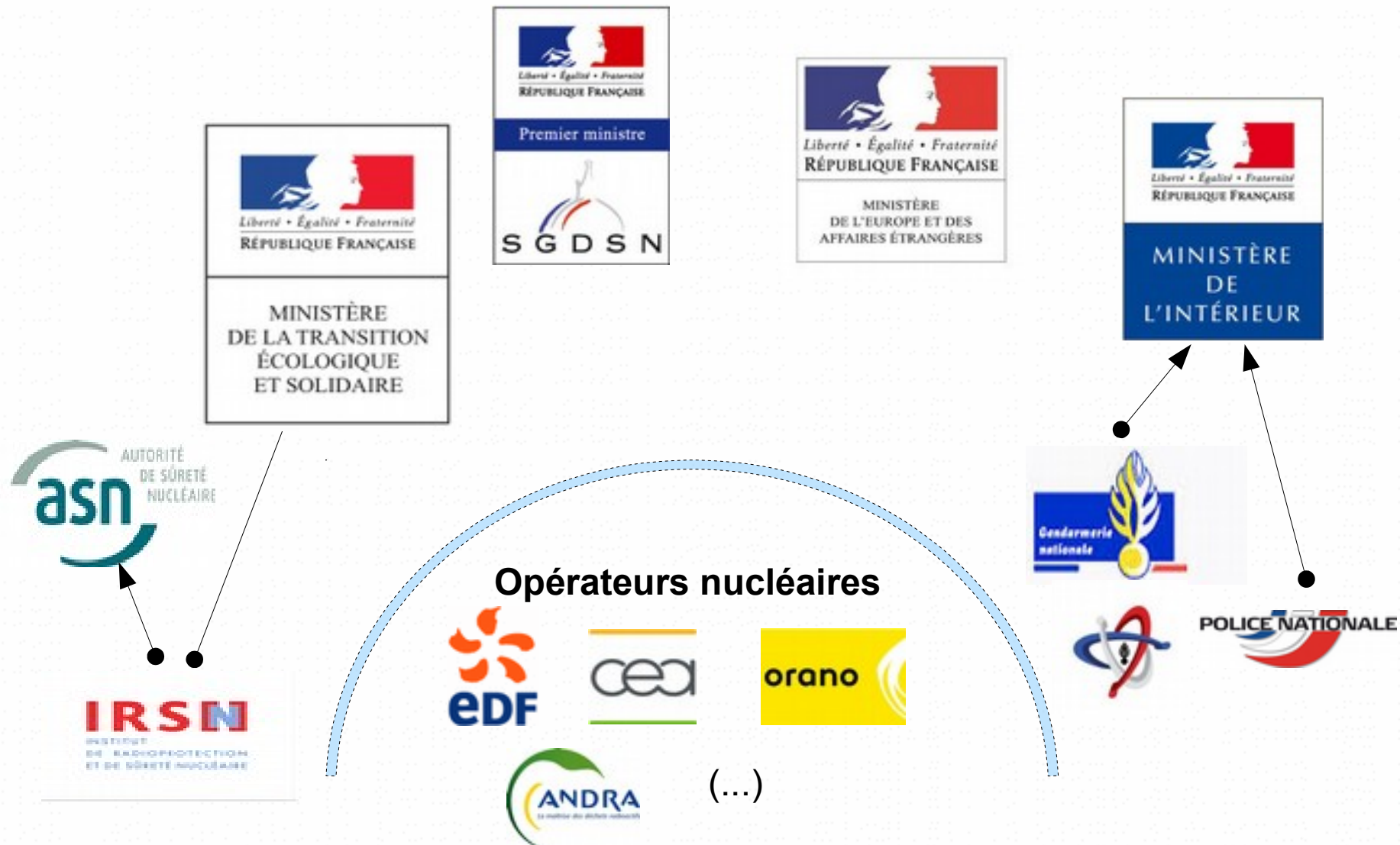
2. Les transports de matières nucléaires civiles :

- Environ 1300 transports nucléaires par an dont 30% internationaux.

Evolutions de la sécurité nucléaire en France et dans le monde

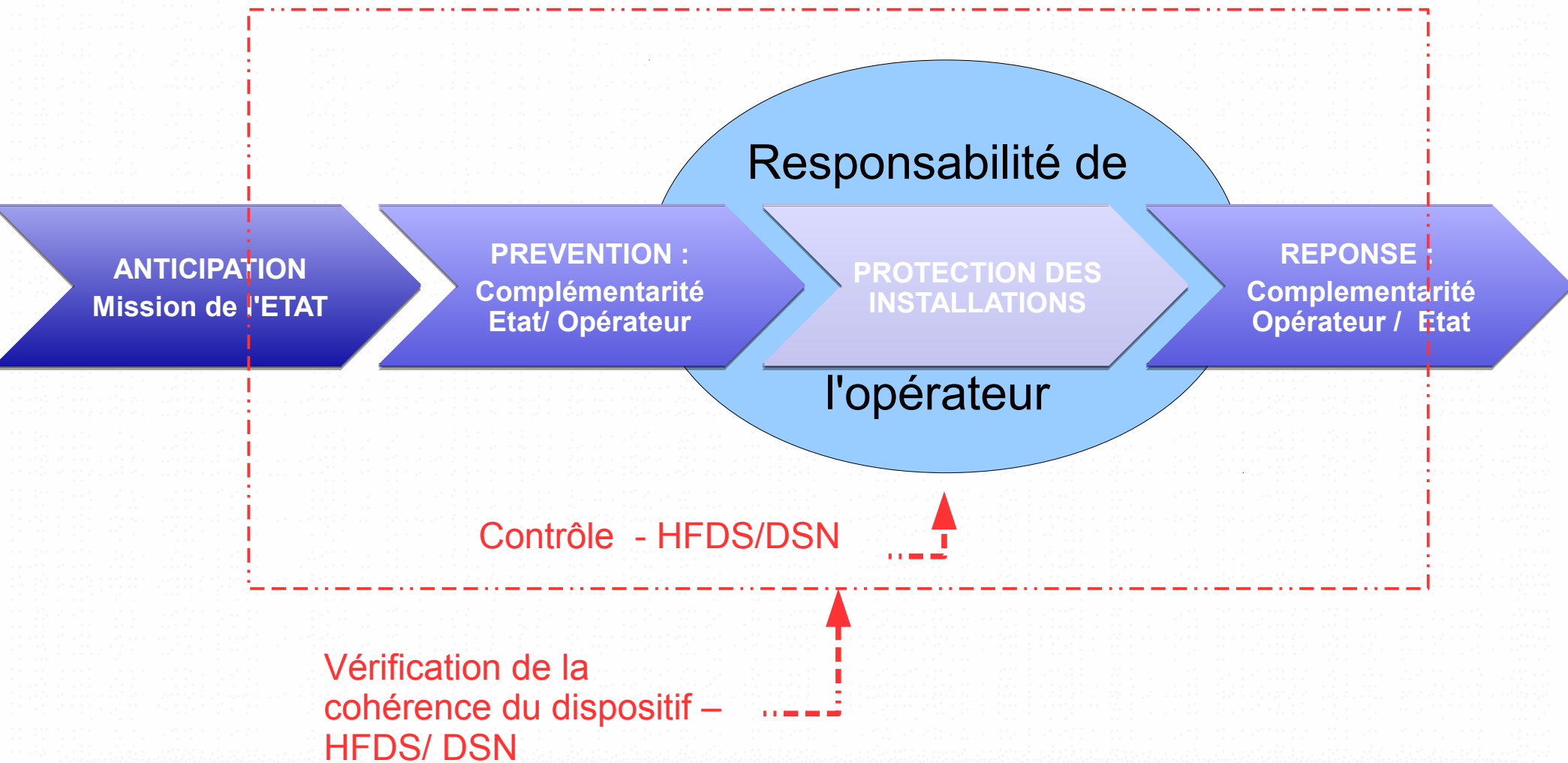


LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE, DE MULTIPLES ACTEURS



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE / MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE, DES RESPONSABILITÉS COMPLÉMENTAIRES



Quelques chiffres du contrôle

- ✓ 350 jours d'inspection par an
- ✓ 1200 accords d'exécution de transports par an dont 400 pour des transports internationaux
- ✓ 4 exercices nationaux par an impliquant tous les acteurs
- ✓ Instruction des dossiers de nouvelles installations : EPR, EPRNM, piscine centralisée ...

Organisation de la sécurité des matières nucléaires, de leurs installations et de leurs transports

Mario Pain

Haut fonctionnaire de défense et de sécurité adjoint

Présentation devant le HCTISN, 13 Mars 2018



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
www.ecologique-solidaire.gouv.fr

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
www.cohesion-territoires.gouv.fr